

Aziz Akhannouch dit non à un troisième mandat à la tête du RNI

Les dessous d'une décision troublante

P6



Après avoir battu les Super Eagles du Nigeria aux tirs au but

LES LIONS DE L'ATLAS RUGISSENT À NOUVEAU ET FILENT VERS LA FINALE

P3

Bono et Diaz,
redoutables
face à
l'adversaire.



Donald Trump n'y va pas de main morte...

L'ordre mondial à la
sauce Trump

L'ami impérialiste

P8

Confus
DE CANARD

Préserver
le capital
hydrique

P2

Le Maroc face
au défi des
hauteurs



P12

L'entretien
-à peine- fictif de
la semaine

Mustapha Ramid

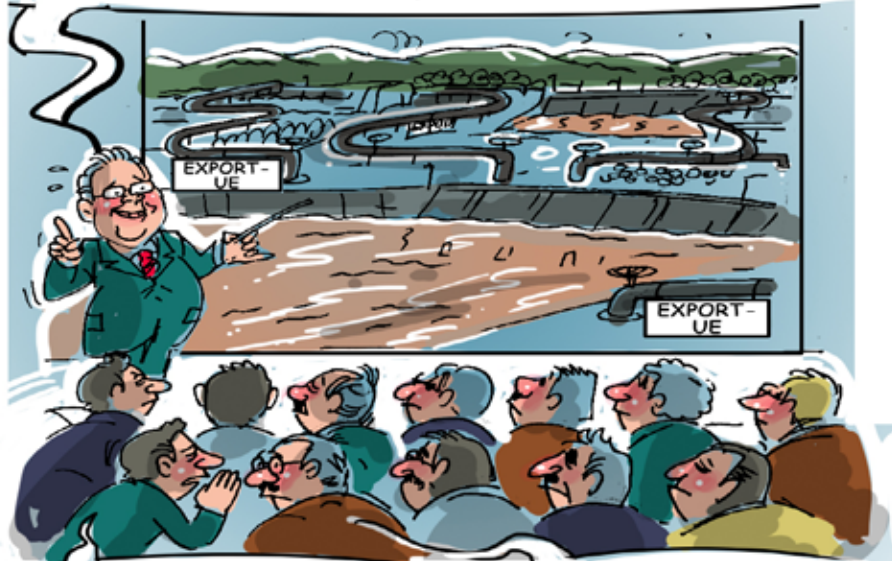


Un virage
clé en
main

P13

PLUIES EXCEPTIONNELLES : BARAKA SATISFAIT...

GRÂCE À DES PLUIES EXCEPTIONNELLES
NOS BARRAGES DÉBORDENT ! L'EAU EST DE RETOUR !



AH... DONC C'EST RETOUR...
EXPRESS VERS LES LOBBYS
DU SIPHONNAGE...

IL PLEUT, DONC ILS
S'ENRICHISSENT ET SE
LA COULENT DOUCE !



Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

Préserver le capital hydrique

Après des années marquées par une faiblesse pluviométrique inquiétante, le ciel s'est enfin montré généreux avec le Maroc. Pluies abondantes, neige à foison, barrages qui se remplissent à vue d'œil... L'hiver de 2025 (fin décembre et une bonne partie de janvier) restera dans les mémoires comme une bénédiction tant espérée. Les agriculteurs reprennent espoir, les paysages retrouvent leur fraîcheur, et l'on entend à nouveau le clapotis des ruisseaux asséchés... Devant les députés, le ministre de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka, a affiché lundi 12 janvier un optimisme mesuré, chiffres à l'appui : entre le 1er septembre et le 12 janvier, le Royaume a enregistré 108 mm de précipitations, soit une hausse spectaculaire de 95 % par rapport à l'année dernière, et un excédent de 17,6 % comparé à la moyenne saisonnière.

Une embellie météorologique qui, si elle se confirme, pourrait marquer un tournant dans la gestion du stress hydrique. Mais au-delà des chiffres et des sourires affichés dans l'hémicycle, une question centrale se pose : que fera-t-on de cette eau retrouvée ? Car si le ciel a enfin rempli sa part du contrat, c'est désormais aux pouvoirs publics de remplir le leur. Mais que cette euphorie ne nous fasse pas oublier l'essentiel. Ce que la nature nous donne en deux semaines peut s'évaporer en une saison. Car derrière cette embellie se cache un constat plus grave : les nappes phréatiques sont épuisées, pompées sans relâche pour nourrir une agriculture de rente tournée vers l'export.

Dans certaines régions du pays, il faut désormais forer à plus de 200 mètres de profondeur pour espérer trouver une goutte d'eau. Un chiffre qui en dit long sur l'ampleur du désastre. Des réserves hydriques stratégiques, patiemment constituées au fil des décennies – voire des siècles – ont été littéralement vidées, siphonnées par une agriculture intensive dictée par des lobbys plus soucieux de rendement que de durabilité. Peut-on continuer objectivement à exporter des tomates et des avocats au prix de nos réserves vitales ?

Le Maroc, bien qu'engagé dans le dessalement, ne peut se permettre de gaspiller son précieux capital hydrique. Pendant que certaines cultures gourmandes en eau prolifèrent dans El Gharb, le nord et même au Sahara, dans les zones bour, les habitants scrutent le ciel en espérant que chaque nuage s'attarde un peu plus sur leurs terres assoiffées.

Et qu'en sera-t-il des générations futures ? Trouveront-elles encore de quoi boire et manger ou seront-elles condamnées à récolter les fruits de l'insouciance de leurs aïeux ? Le temps est venu de revoir le modèle agricole national, de mettre la sobriété au cœur des choix politiques et de penser à long terme.

Le Maroc, bien qu'engagé dans le dessalement, ne peut se permettre de gaspiller son précieux capital hydrique.

Alors que les besoins en eau ne cessent de croître à l'échelle mondiale, la ressource, elle, reste désespérément limitée. Au Maroc, cette réalité s'est traduite récemment par une série de pénuries sévères : de nombreuses villes ont connu des coupures d'eau, parfois prolongées, plongeant des milliers de foyers dans la pénurie et l'inquiétude. Des grandes métropoles comme Casablanca n'ont dû leur salut qu'à l'eau dessalée, en raison de barrages à sec ou presque. Dans plusieurs régions du monde, notamment au Moyen-Orient et en Afrique, l'eau est bien plus qu'une ressource vitale

: elle devient un enjeu stratégique. L'accès à l'eau potable, à l'irrigation ou aux nappes phréatiques attise rivalités et tensions, que ce soit entre groupes ou entre États. Avec le changement climatique, cette pression s'intensifie. La raréfaction des ressources hydriques ne fait qu'exacerber les conflits existants, tout en ouvrant la voie à de nouvelles formes de compétition, plus féroces et plus globales.

Dans ce contexte très sensible, le véritable défi des années à venir sera pour le Maroc non seulement de préserver la qualité des ressources hydriques existantes, mais aussi d'assurer une gestion durable de leur quantité. L'objectif est clair : garantir à la population un accès suffisant et équitable à une eau douce de qualité, sans continuer à compromettre les réserves déjà fragilisées. Une vérité qui coule de source... ▀

Côté BASSE-COUR



Les Marocains ont bien dormi. Et au petit matin, ils se sont réveillés le sourire aux lèvres, le cœur léger, encore bercés par l'écho d'une nuit de football et de fierté nationale. Et pour cause...

AHMED ZOUBAÏR

Dans la soirée du mercredi 14 janvier, au stade Moulay Abdallah, à Rabat, les Lions de l'Atlas ont offert au pays une victoire au goût particulier. Au terme d'un duel haletant face aux Super Eagles du Nigeria, c'est la séance des tirs au but qui a scellé le destin du match, faisant chavirer tout un peuple. Une qualification arrachée avec courage, sang-froid et cette rage de vaincre qui distingue les grandes équipes. Comme si le calendrier avait décidé de célébrer le Maroc en grand, cette victoire est tombée le jour du Nouvel An amazigh. Une double fête donc, sportive et identitaire, où l'histoire, la culture et le football se sont donné rendez-vous. Entre youyous, klaxons et drapeaux brandis, le pays a vibré à l'unisson, conscient de vivre un moment

unique. Face au Nigeria, les supporters marocains ont retrouvé ce qui avait fait

APRÈS AVOIR BATTU LES SUPER EAGLES DU NIGERIA AUX TIRS AU BUT

LES LIONS DE L'ATLAS RUGISSENT À NOUVEAU ET FILENT VERS LA FINALE

la magie de la Coupe du monde au Qatar. Ces Lions de l'Atlas solidaires, disciplinés, combattifs, capables de souffrir ensemble en ne lâchant rien. Les mêmes qui avaient subjugué le monde en faisant tomber de grandes nations du football, l'Espagne puis le Portugal, pour s'inviter parmi les demi-finalistes et entrer dans l'histoire. Mercredi soir, cet esprit a pleinement refait surface sur la pelouse. Solides en dé-

fense, fluides dans le jeu et entreprenants en attaque, malgré quelques occasions manquées, les Lions de l'Atlas ont livré leur prestation la plus aboutie depuis le début de la CAN, surprenant des Super Eagles souvent pris au dépourvu. Et lorsque le destin du match s'est joué aux tirs au but, un homme s'est encore dressé comme un rempart infranchissable: Yassine Bono. Impérial, concentré, habité par l'enjeu, le gardien a sorti deux penalties décisifs, faisant basculer la rencontre et libérant tout un peuple. Comme au Qatar, il a incarné ce sang-froid et cette confiance qui transforment une équipe en légende. Ce soir-là, les Lions de l'Atlas n'ont pas seulement gagné un match: ils ont rappelé à l'Afrique et au monde qu'ils sont toujours là, fidèles à leur rendez-vous avec l'histoire. Portés par une belle énergie collective, les Lions de l'Atlas filent désormais en finale qu'ils n'ont pas atteint depuis 2004. C'est dire le caractère historique de l'exploit salué par la presse internationale. Dimanche 18 janvier, ils iront défier d'autres Lions, ceux de la Teranga sénégalaise qualifiés au détriment de l'Egypte, pour une affiche au sommet. Une finale de rois du football africain, entre deux nations ambitieuses, deux écoles de jeu, deux peuples unis par la même passion. Le rendez-vous est pris. Et tout un pays y croit. ▀



Côté **BASSE-COUR**



Beurgeois
GENTLEMAN

Les milliardaires haineux ne se cachent plus...

La liste des enfants d’Elon Musk est bien top longue. De nombreuses plaintes de donneuses d’ovocytes sont en cours... Selon une vaste enquête du Wall Street Journal, Elon Musk aurait pour but d’avoir « une légion d’enfants avant l’apocalypse » et envisage « d’avoir recours à des mères porteuses » pour cela. Dès 2021, le milliardaire assumait ses craintes : « Je ne peux pas le dire assez : il n’y a pas assez de gens. Et je pense qu’un des plus grands dangers pour la civilisation est le faible taux de naissances. Si les gens n’ont pas davantage d’enfants, la civilisation va s’effondrer », a-t-il martelé et il s’y est attelé. En mai 2002, désabusé par le manque d’ambition de la NASA, Musk fonde SpaceX (Space Exploration Technologies) pour développer et produire des véhicules de lancement spatiaux réutilisables et réduire les coûts afin de coloniser la planète Mars dans moins de 20 ans. Plus de 15 ans après cette déclarations, Musk parle désormais d’un horizon plus lointain. Musk est entré dans le capital de Tesla en 2004 en y investissant 65 millions de MAD (dirhams marocains), il en devient le président en 2008 alors que l’entreprise est au bord de la faillite dans le contexte de la crise des subprimes. Il veut produire des voitures électriques plus accessibles. SpaceX et Tesla font face à de nombreuses difficultés financières, mais sont finalement SpaceX s’en sort en signant avec la NASA un contrat de ravitaillement pour la Station spatiale internationale (ISS) d’une valeur de 16 milliards de MAD. Les fusées



La grande entourage d’Hyperloop a servi à Musk de siphonner des subventions à la France. Il promettait de relier Toulouse à Montpellier en 24 minutes. Selon Ashlee Vance, le biographe de Musk, le « train du futur » n’a jamais été pensé pour arriver à quai. Son véritable objectif était de saborder le projet de TGV en Californie...

Falcon 9 et les vaisseaux Dragon ravitaillent la station depuis 2012. Tesla est également sauvée en 2008 lorsque les investisseurs décident d’augmenter leurs participations financières. En 2025, il ouvre à Los Angeles son premier Tesla Diner, un restaurant où les propriétaires de Tesla peuvent recharger leur véhicule et se faire servir par un robot. En 2012, Musk réfléchit à un train 4 fois plus rapide que le TGV français, 2 fois plus rapide que l’avion et qui fonctionne à l’énergie solaire. En 2013, il présente son projet Hyperloop dont il a encouragé la réalisation par SpaceX. Depuis ce concours, des start-ups consacrées à la mise en place et au développement de l’Hyperloop sont nées, permettant à Musk de se consacrer à l’automobile et au spatial. Musk ne dirige plus aucun projet d’Hyperloop, mais sa société SpaceX continue d’organiser des compétitions. Une société porteuse du projet Hyperloop en France vient d’être placée en redressement judiciaire en mars 2025. Le projet aurait eu pour seul objet de détourner ou empêcher des subventions en faveur du transport ferroviaire, favorisant ainsi l’industrie automobile. ▶ (À suivre)

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

La CAN, anesthésiant politique



Alors que les thermomètres dégringolent et que l’ampleur des attentes sociales ont de quoi donner des sueurs froides même sans chauffage, une aubaine inestimable s’est abattue sur la scène politique nationale : la CAN. En quelques jours, elle a réussi là où des années de stratégie gouvernementale ont échoué : faire taire les critiques, détourner l’attention et, surtout, offrir au chef du gouvernement un break inespéré. Aziz Akhannouch, qui n’en demandait pas tant, aurait bien signé pour une Coupe d’Afrique... illimitée. Une CAN perpétuelle, étalée sur cinq ans, renouvelable une fois, comme certains mandats ! Depuis le coup d’envoi de la compétition le 21 décembre, lui et son gouvernement ont littéralement disparu des radars.

Plus de déclarations crispées, plus de charivari au Parlement, plus de slogans enflammés sur les réseaux... Le ballon rond a éclipsé la politique, comme un but à la 90e minute efface subitement la déception des supporters. Il faut dire que la CAN, c’est du pain béni, l’anesthésiant rêvé. Un calmant collectif, sans ordonnance, sans remboursement, mais avec effets secondaires garantis : cris de joie, klaxons et montée soudaine d’adrénaline patriotique.

Et pendant que les supporters se passionnent pour les buts acrobatiques d’El Kaabi ou les dribbles ingénieux de Diaz, les dossiers brûlants, eux, restent bien au congélateur. Même les râleurs les plus coriaces ont remisé pancartes et indignation, troquant les hashtags engagés pour des “Dima dima Maghrib !” Ou “Sir Biid” enflammés. La politique est gelée, le foot est roi. Et Akhannouch, sans dire un mot, savoure in petto ce temps mort géant, probablement en se demandant s’il ne serait pas rentable de glisser une CAN dans chaque loi de finances. Un anesthésiste doué n’aurait pas fait mieux. Vive le foot ! ▶





Le Maigret du CANARD



Lhamza nationale

Quand l'opportunisme fait la loi

Au moment où le Maroc mise sur la Coupe d'Afrique des Nations pour séduire le monde et attirer davantage de touristes, nombre d'opérateurs profitent de l'occasion pour gonfler les prix. Cet opportunisme connu sous le nom de "Lhamza" menace de faire fuir les visiteurs avant même le Mondial 2030.

AHMED ZOUBAÏR

Le football rassemble, l'hospitalité enchante... et certains prestataires de service, eux, encaissent sans complexe. Depuis le coup d'envoi de la CAN, une frénésie tarifaire s'est emparée de bien des cafés, hôtels et agences, bien décidés à transformer la passion du ballon rond en jackpot express. Exemple frappant : un hôtel en bord du Bouregreg où l'on vous sert une tasse de café médiocre à... 90 dirhams. Non, ce n'est pas un café au caviar, juste un expresso au goût douteux. Menus sans âme à prix dorés, chambres d'hôtes qui n'ont

d'accueillant que le nom mais facturées comme des palaces : certains semblent avoir confondu "Coupe d'Afrique des Nations" avec "Coup de pompe au portefeuille". Derrière cette ruée vers l'or noir (du café), une logique aussi vieille que le monde : profiter d'un événement international pour faire flamber les prix, en espérant remplir les caisses avant la fin du match. Peu importe si l'image du Maroc en prend un sérieux coup ou un carton rouge. Pourtant, les pouvoirs publics ont misé gros pour faire de la CAN une vitrine d'un Maroc accueillant, festif, hospitalier. Une invitation à revenir. Pour fidéliser... Mais à force de prendre les visiteurs pour des pigeons, certains opérateurs pourraient bien transformer cette fête continentale en repoussoir touristique. La CAN devait être un moment de fierté collective. À ce rythme, elle risque de laisser un arrière-goût amer... à 90 dirhams la gorgée. D'où l'urgence d'un contrôle des prix. Car derrière ces dérives, c'est la crédibilité d'une destination qui vacille. La CAN n'est pas qu'un événement sportif, c'est un test grandeur nature pour l'hospitalité marocaine. Et quand certains prestataires confondent accueil avec arnaque, c'est tout un pays qui en paie le prix. Il est donc temps que les autorités compétentes – tourisme, commerce, collectivités locales – serrent la vis. Contrôles renforcés, sanctions dissuasives, charte des prix affichée : le service ne peut



Gare au goût amer de l'addition...

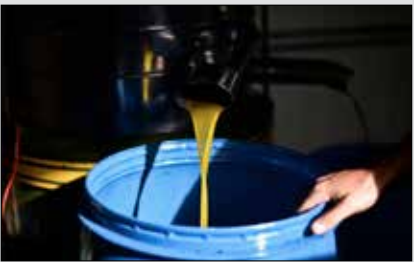
être laissé au bon vouloir mercantile et opportuniste. L'expérience touristique, elle, ne se limite pas aux stades. Elle commence dans la rue, au comptoir d'un café, devant un menu et dans une chambre d'hôtel. Offrir un Maroc juste, accessible, où les prix riment avec qualité et non cupidité : voilà le vrai défi pour transformer cette CAN en levier durable du tourisme national. Et puis, il y a 2030. L'échéance mondiale. Le rendez-vous planétaire. Le Maroc ne coorganise pas seulement une Coupe du monde avec l'Espagne et le Portugal : il se prépare à accueillir les regards de milliards de spectateurs, de visiteurs, de curieux. Ce qui se joue aujourd'hui dans les cafés, les hôtels ou les agences de location

de voiture pendant la CAN est donc bien plus qu'un épisode passager. C'est un avant-goût de ce que le pays devra offrir demain : un accueil digne, des prix corrects et transparents, des prestations à la hauteur de l'ambition. Car si, en 2025, certains prestataires voient dans chaque touriste un portefeuille ambulant, que penseront les foules attendues en 2030 ? L'image d'un pays se construit par les gestes du quotidien. Parfait. Voici une chute retravaillée en intégrant cette idée : Et quand la Coupe du monde lancera le coup d'envoi, il ne s'agira plus de jouer à "Lhamza" : l'enjeu ne sera pas d'empêcher vite, mais de briller longtemps, au-delà de 2030... Le tourisme ne pardonne pas les fautes de réputation. ▮

Huile d'olive frelatée

L'ONSSA presse les fraudeurs

La saison de la trituration bat son plein... et les fraudeurs flairent l'aubaine. Alors que l'huile d'olive coule à flots sur les étals, l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA) veille au grain. Résultat : 58 dossiers transférés devant la justice. Motif



Bidouiller l'huile c'est risquer de finir en friture judiciaire.

:la commercialisation d'huile frelatée, impropre à la consommation. Une fraude qui laisse un goût amer en bouche. C'est connu, la récolte abondante fait baisser les prix, mais attire aussi les marchands peu scrupuleux prêts à vendre du « fitour » pour de l'or vert. Face à cette flambée d'huile et de tricherie, l'ONSSA a sorti l'artillerie lourde : contrôles renforcés, échantillonnages à la chaîne et autorisations au compte-gouttes. Jusqu'à fin décembre 2025, ce sont 727 unités de trituration, y compris celles spécialisées dans l'extraction du fameux « fitour », qui ont reçu leur sésame sanitaire. Mais pas question de verser dans l'approximation : analyses en laboratoire, inspections de stockage et surveillance des marchés permettent de filtrer les breuvages douteux. Les commissions locales mixtes montent aussi au créneau pour traquer les pratiques douteuses et huiler les rouages de la régularité. ▮

Revision listes électorales

1,5 millions d'inscrits de moins

De nouvelles données révélées par le ministère de l'Intérieur montrent une baisse notable du nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales, suite à l'opération de révision menée par les services compétents. Mardi 13 janvier, devant la Chambre des conseillers, le ministre de l'Intérieur, Abdelouafi Laftit, a indiqué que dans le cadre de la révision annuelle en cours, le nombre de nouveaux inscrits s'élève à 382 170 électeurs dont 254 000 via la plateforme électronique dédiée et 127 000 à travers des demandes écrites déposées auprès des bureaux administratifs. Par ailleurs, l'opération de nettoyage des listes a conduit à la radiation de 1,4 million de cas, principalement en raison de l'absence de résidence effective dans la commune ou l'arrondissement d'inscription, mais aussi pour cause de doublons, de décès ou de perte du droit de vote. Le nombre total provisoire des électeurs inscrits à l'échelle nationale s'établit ainsi à environ 16,5 millions, dont 54 % d'hommes et 46 % de femmes. La répartition géographique fait apparaître une prédominance urbaine (55 %) contre 45 % en milieu rural. Pour rappel, lors des élections législatives de 2021, le nombre d'électeurs inscrits atteignait 17 983 490, ce qui signifie que le corps électoral a perdu environ 1,5 million d'inscrits depuis cette date. ▮



L'opération d'assainissement des listes a conduit à la radiation de 1,4 million de personnes.

Le Maigret du CANARD



Aziz Akhannouch dit non à un troisième mandat à la tête du RNI

Les dessous d'une décision troublante

Intervenant à quelques mois des élections législatives de septembre 2026, la décision d'Aziz Akhannouch de ne pas briguer un troisième mandat à la tête du RNI lors du congrès extraordinaire de février prochain a fait l'effet d'une secousse tellurique au sein des instances du parti. Décryptage d'un acte qui a surpris jusqu'à ses proches...

AHMED ZOUBAÏR

Coup de théâtre, Aziz Akhannouch, chef du gouvernement et président du RNI depuis 2016, a annoncé lors d'une réunion du Bu-

reau politique dimanche 11 janvier qu'il ne briguerait pas un troisième mandat à la tête du parti. Un départ surprenant dans un paysage politique national où les leaders ont rarement le réflexe de décrocher, faisant tout, surtout le vide autour d'eux, pour ne pas passer la main. Mais à quoi rime la décision de M. Akhannouch ? Motivée par le respect des statuts du parti, cette décision qui a déstabilisé et troublé plus d'un continue d'alimenter bien des inquiétudes et spéculations. Loin de clore le débat, elle ouvre la porte à une série d'interrogations sur le timing, les véritables raisons du retrait, et l'impact de ce choix sur une formation fragilisée par l'image d'un chef qui n'a pas réussi malgré ses efforts à se faire aimer par une bonne partie de l'opinion. Officiellement, Aziz Akhannouch ne briguera pas un troisième mandat à

la tête du RNI, en vertu des statuts du parti qui le lui interdisent. Nonobstant son caractère légal, la décision du désormais chef sortant qui a suscité des réactions contrastées dans les rangs du parti est loin de faire l'unanimité. Certains cadres saluent cependant un geste "digne et respectueux des règles internes", rappelant qu'il n'a pas tenté de forcer les statuts, contrairement à d'autres leaders politiques qui s'accrochent à leur fauteuil, poussant le culot jusqu'à modifier les textes pour prolonger leur règne. Les partisans du président sortant tentent de relativiser son retrait en assurant qu'il ne tournera pas le dos au parti et qu'il s'impliquera activement dans la campagne électorale. « Il mènera la bataille dans l'ombre », glissent-ils, comme pour rassurer les troupes, ajoutant que, Akhannouch laisse un parti structuré, organisé et doté de solides

mécanismes de gouvernance. Mais une question persiste : pourquoi ne pas monter au front (électoral) à visage découvert, en assumant pleinement son rôle jusqu'au bout, surtout dans un contexte où le parti a besoin de cap et de leadership clair à l'approche d'élections décisives ? Difficile de ne pas penser que ce retrait ressemble plus à une esquivé politique qu'à un passage de relais maîtrisé. D'autres voix plus critiques dénoncent en privé une sortie précipitée, à un mo-

Les partisans du président sortant tentent de relativiser son retrait en assurant qu'il ne tournera pas le dos au parti et qu'il s'impliquera activement dans la campagne électorale.

ment décisif pour le parti. À quelques mois des législatives de septembre, beaucoup y voient un abandon en pleine bataille, un "lâchage" en rase campagne. Rien que ça ! Le congrès aurait très bien pu être tenu après les élections, affirmant-ils, estimant que le chef aurait dû défendre lui-même devant les électeurs le bilan de l'action gouvernementale qu'il juge positif au lieu de passer le relais au pied levé. Une fracture discrète, mais réelle dans un parti à l'épreuve d'un avenir électoral incertain semble se dessiner sous la résolution inattendue du président. Le timing intrigue les observateurs. Ces derniers mois, le chef du gouvernement était en effet partout : tournées régionales, meetings, bilans valorisés, réformes projetées au-delà de 2026. Tout indiquait une préparation méthodique pour un second mandat. Et pour-

tant, en pleine année électorale, il choisit de s'effacer, d'anticiper un congrès extraordinaire et de passer la main.

Difficile d'y voir un simple choix personnel. La décision paraît contrainte, presque précipitée. Pourquoi ne pas attendre le congrès ordinaire d'avril ? Pourquoi acter un retrait avant même l'ouverture officielle de la bataille électorale ? Autant de questions qui alimentent les spéculations et fragilisent le récit d'un départ serein et volontaire.

Ce retrait inédit ouvre une zone de turbulences pour le RNI et redistribue les cartes à l'approche de 2026. Une chose est sûre : quand un chef en pleine campagne range soudainement ses habits de combat, ce n'est jamais un simple détail de calendrier. C'est un signal politique fort. Et souvent lourd de sens.... En vérité, c'est autant la décision elle-même que sa perception qui alimente le malaise. Vu de l'extérieur, le départ anticipé de Akhannouch prête le flanc à des lectures divergentes, souvent peu flatteuses. Beaucoup y voient un désengagement stratégique, voire un aveu de faiblesse face à une échéance électorale incertaine. Cette dissonance entre la version officielle – respect des statuts et volonté de renouvellement – et les interprétations du terrain brouille le message du parti et pourrait fragiliser sa position à l'approche d'un scrutin à haut risque, croit savoir un observateur avisé des convulsions du paysage partisan.

« En renonçant si tôt, Aziz Akhannouch a fait visiblement le choix de ne pas affronter les urnes, préférant passer le relais en pleine ligne droite électorale », analyse un ancien député RNI. Un départ qui en effet interroge : stratégie de repli ? Volonté d'éviter un échec personnel qui pourrait ternir un peu plus un mandat déjà miné par la vie chère et la colère populaire ? Autant de questions qui taraudent les esprits au sein d'un parti dont les candidats ne cachent pas leur inquiétude...

Un vieux briscard de la politique marginalisé par Akhannouch compare sa décision de ne pas briguer un troisième mandat au nom du respect des statuts à celle d'un chef d'armée qui quitte le champ de bataille



Le Maigret du CANARD



au moment où la guerre éclate, prétextant que sa retraite était planifiée. Un geste qui, même s'il se veut légaliste, soulève des interrogations stratégiques : pourquoi partir juste avant les législatives, alors que la cohésion du parti et la clarté du leadership sont cruciales ? Pour certains, ce retrait sonne comme un désengagement politique déguisé, qui risque de déstabiliser les troupes en pleine campagne. «Aziz Akhannouch pouvait tout aussi bien conduire le parti à la bataille et reporter le congrès à l'après-élection», estime un élu communal. En choisissant de jeter l'éponge avant le combat, il laisse planer le doute : est-ce un aveu d'usure..., d'impopularité trop lourde à assumer ou la crainte de faire perdre son parti s'il reste à la tête du parti pendant la campagne électorale? Certains partisans du président veulent croire que le bilan économique du gouvernement jouera en faveur du RNI. Ils mettent en avant la hausse du taux de croissance, l'augmentation des investissements étrangers ou encore la généralisation de l'assurance maladie obligatoire comme autant de réalisations majeures. Mais sur le terrain, les candidats du parti devront affronter

une réalité autrement plus complexe: celle d'un électorat étranglé par la vie chère et désenchanté par bien des promesses de campagne de 2021 non tenues. Avec un kilo de viande rouge à 120 dirhams et des légumes aux prix tout aussi salés, le pouvoir d'achat, déjà fragile, a été laminé par l'inflation et le renchérissement du coût de la vie. Chez les sortants, notamment ceux qui briguent un nou-

veau mandat, l'inquiétude est palpable: ils redoutent un vote-sanction, une perspective d'autant plus redoutable qu'il pourrait profiter... aux autres alliés de la majorité, le PAM ou l'Istiqlal,m (qui rêvent tout comme le RNI de conduire «le gouvernement du mondial »), les électeurs ayant souvent la tentation de faire payer l'addition au parti-locomotive, celui du chef du gouvernement. ▀



Quel successeur pour Akhannouch ?

La commission préparatoire du congrès extraordinaire prévu en février s'est déjà mise à pied d'œuvre. Réunions, consultations et discussions internes s'enchaînent pour peaufiner l'organisation de ce rendez-vous crucial pour l'avenir du RNI. En coulisses, les tractations s'intensifient aussi autour des profils pressentis pour succéder à Aziz Akhannouch. Une succession qui aiguise les appétits et fait bruisser les couloirs du parti. Certains rêvent d'un coup d'éclat avec une candidature féminine, en l'occurrence celle de Nadia Fetah Alaoui, actuelle ministre de l'Économie et des Finances, adoubée RNI au moment de son entrée au gouvernement en 2019. Une femme à la tête du RNI introduirait un signal fort dans un paysage politique encore largement masculinisé, surtout au niveau des postes de direction. Une telle nomination de nature à marquer un tournant en matière de parité offrirait au parti une image de modernité et d'ouverture. Autre nom cité par la rumeur comme potentiel successeur est celui de son mentor, Moulay Hafid Elalamy, ex-ministre influent, lui aussi repeint aux couleurs du RNI mais absent du casting gouvernemental depuis 2021. Mais encore faut-il qu'il accepte de mettre en pause ses affaires florissantes, ce qui semble peu probable. Mais le nom qui revient avec insistance dans les coulisses du parti, c'est celui de Mustapha Baitas. Ministre chargé des relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement. Fidèle parmi les fidèles d'Akhannouch, jugé imbu de sa personne par bien des figures Rnistes, cet instit de formation bénéficie essentiellement du soutien de son mentor et bienfaiteur. ▀

LE TALENT NE DEMANDE QU'À BRILLER.

#FAIREGAGNERLESPO



18 JOUONS RESPONSABLE



FAIRE GAGNER LE SPORT



Le Maigret du CANARD



L'ORDRE MONDIAL
A LA SAUCE TRUMP

L'AMI
IMPERIALISTE

A peine revenu au pouvoir en novembre 2024, Donald Trump révèle sa nouvelle vision du monde. Au nom de son slogan Make America Great Again (Maga), le président américain ressuscite une vision brutale des relations internationales, où la souveraineté des États ne vaut que si elle sert les affaires de Washington.



Donald Trump n'y va pas de main morte...

ABDELLAH CHANKOU

Tandis que l'Europe s'agite dans tous les sens pour contrer une potentielle menace russe dans le sillage de l'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine, c'est un allié traditionnel qui l'est de moins en moins - les États-Unis de Donald Trump - qui menace clairement d'annexer un territoire européen, le Groenland. L'obsession trumpienne met en lumière une vérité qui décoiffe : la sécurité du Vieux Continent pourrait être menacée plutôt depuis l'Ouest par la première puissance mondiale ! La fameuse phrase : « Mon Dieu, gardez-moi de mes amis ! Quant à mes ennemis, je m'en charge ! » prend ici tout son sens... Et si la menace ne venait plus de l'Est, mais plutôt de l'Ouest ? Ce qui ressemblerait à une hypothèse absurde il y a encore quelques années prend aujourd'hui des allures de scénario plausible. Les États-Unis de Trump montrent en effet un visage moins protecteur, plus agressif, voire prédateur. Le discours sur le Groenland, à mi-chemin entre la provocation assumée et la déclaration de guerre douce, en est un symbole fort. Derrière l'humour douteux se cache une logique implacable : tout territoire stratégique pour l'Oncle Sam est bon à prendre, surtout si l'Europe manque de répondeur. L'obsession trumpienne pour le Groenland, son mépris déclaré pour l'OTAN et l'ONU, la capture du président vénézuélien, ses menaces d'intervenir militairement en Iran, ainsi que ses discours aux relents impérialistes laissent entrevoir une vision du monde où

la force prime sur le droit, et où la souveraineté ne résiste pas à un chèque bien fourni ou à une menace armée. Le paradoxe est cruel : pendant que les dirigeants européens mobilisent leur opinion contre la Russie et exhortent leurs peuples à se préparer à la guerre, la véritable atteinte à leur souveraineté pourrait bien venir de l'allié historique. L'Histoire bégaie, dit-on. Mais cette fois, ce sont les lignes de front qui se déplacent. Et si l'Europe ne s'affirme pas rapidement comme une puissance autonome, elle court le risque d'être envahie, sans même qu'un coup de feu ne soit tiré. Et si la menace ne venait plus de l'Est, mais plutôt de l'Ouest ? Voilà un bouleversement aussi ironique qu'inquiétant. Pendant des décennies, l'Europe a vécu sous la protection souvent pesante du parapluie américain. Mais avec le retour de Donald Trump au pouvoir, l'allié d'hier prend des airs de prédateur. L'Europe, qui se complait visiblement à faire de Moscou son principal ennemi, est en train de réaliser que sa sécurité peut être fragilisée par l'imprévisibilité d'un « ami » qui a d'autres priorités. Le Vieux Continent, qui croyait avoir tiré les leçons du XXe siècle, risque de revivre un cauchemar aux couleurs inversées. Quand le protecteur devient le danger, l'urgence n'est plus seulement de se réarmer, mais de se réveiller. Donald Trump a déclaré récemment agir pour « avoir le Groenland d'une manière ou d'une autre », arguant sans rire que si les États-Unis ne le prenaient pas, la Russie ou la Chine le ferait. Une déclaration qui ferait sourire si elle n'était pas por-

teuse d'un péril aux conséquences incalculables... Face à de tels propos aussi limpides que l'eau de roche, la réponse européenne ne peut plus être timide. Il s'agit en fait moins de s'armer face à l'Est que de se préparer à affronter l'allié d'hier, de redéfinir les termes de la coopération transatlantique, de réaffirmer l'indépendance politique et stratégique de l'Europe et de réévaluer ce que signifie être allié d'un État capable de menacer l'intégrité d'un autre allié. Si les élites politiques européennes restent passives face aux visées expansionnistes de Trump sur le Groenland, elles risquent d'envoyer au monde un signal de faiblesse : demain, pourquoi pas la Nouvelle-Calédonie, Madère ou les Açores ? L'histoire l'a montré : l'appétit géopolitique ne connaît pas de limites quand il n'est pas fermement contenu. **Airs de prédateur** Et puis, Trump ne s'en cache même pas : pour lui, l'Europe est un vieux continent ramolli, incapable de défendre ses frontières et ses valeurs. Avec sa mentalité de dealmaker à l'ancienne - ou de gangster géopolitique -, il voit le Vieux Continent comme un territoire à prendre, avant que les adversaires des États-Unis, principalement la Chine, ne le fassent. Pour le spécialiste en relations internationales américaines Michael Stricof, le locataire de la Maison-Blanche défend à l'insu de son plein gré le concept d'un « réalisme extrême ». « Pour lui, le monde est anarchique, on ne peut lui imposer un ordre, il est constitué d'États-nations

en permanente concurrence pour leur survie. Impossible de créer un monde de partenaires : il incarne le rejet complet de l'idéalisme et de l'internationalisme, qui prétend façonner le monde en construisant des systèmes, des institutions permanentes, des alliances. » D'où son allergie envers les instances internationales où l'Amérique s'est impliquée : ONU, Otan, OCDE... Dans cette vision anarchique du monde, la souveraineté n'est ni un droit ni un principe : c'est une marchandise à acheter, une cible à menacer ou un territoire à annexer. L'univers mental de Trump, transactionnel, agressif et décomplexé, une forme de Yalta 2.0 à la sauce business n'est pas impensable. L'idée d'un « deal global » entre grandes puissances, où les zones d'influence seraient redéfinies comme des parts de marché, s'inscrit parfaitement dans sa logique : tu me laisses le Groenland, je te laisse l'Ukraine, et on négocie Taïwan comme on vend un terrain. Ce cynisme géopolitique balaie les principes du droit international, de la souveraineté des peuples et de l'équilibre multilatéral. Il repose sur une vision du monde en blocs, où seuls les forts décident, et où les petits États sont traités comme des jetons d'échange. Une logique à haut risque qui rappelle dangereusement les heures les plus sombres du XXe siècle, sauf qu'aujourd'hui, l'arme n'est plus seulement militaire : elle est aussi économique, informationnelle et climatique. Un "Yalta trumpien", c'est un monde sans règle, où le droit est remplacé par le deal, la morale par l'intérêt, et la paix par la gestion du chaos. »



Le Maigret du CANARD



Avocats en colère Le gouvernement passe en force, la profession monte au front

BARREAU DE FER ENTRE AVOCATS ET GOUVERNEMENT

Vent debout contre le projet de loi encadrant leur profession — déjà adopté en Conseil de gouvernement — les avocats qui ont menacent de durcir le ton si l'exécutif persiste à ignorer leurs revendications. Le bras de fer s'annonce long... et juridiquement musclé.

LAILA LAMRANI

Malgré une vive contestation du corps des avocats, le Conseil de gouvernement a adopté, ce jeudi 8 janvier, le projet de loi n°66.23 relatif à l'organisation de la profession. Un geste perçu comme un passage en force qui risque d'envenimer davantage les tensions déjà vives entre l'exécutif et les robes noires. Dans un communiqué diffusé par le ministère chargé des Relations avec le Parlement, le gouvernement affirme que l'adoption du texte est intervenue après sa présentation par le ministre de la Justice et que « plusieurs observations soulevées ont été prises en considération ». Une tentative de désamorçage qui ne convainc guère les avocats, lesquels dénoncent une régression des droits et garanties fondamentaux liés à l'exercice de leur mission. Cette approbation intervient en pleine crise, alors que les avocats maintiennent la pression à travers des grèves nationales et des sit-in devant les tribunaux, à l'appel de l'Association des barreaux du Maroc. La profession, vent debout contre cette réforme, reproche au gouvernement de porter atteinte à son indépendance et de remettre en cause des acquis historiques. Au cœur de la contestation : une réforme perçue non pas comme un pas vers la modernisation, mais comme une tentative de mise sous tutelle. L'autonomie des



Les avocats dénoncent un texte qui fragilise leur profession.

barreaux, pierre angulaire de la défense, semble fragilisée par un encadrement jugé excessif, au détriment des principes d'auto-organisation qui garantissent la liberté d'exercice et la manifestation de la vérité. L'un des points de friction majeurs touche à la déontologie et à la lutte contre les intermédiaires véreux. Alors même que le phénomène du "courtage" illégal – la fameuse "samsara" – est censé être réprimé, le texte introduit un allègement surprenant des sanctions. Une contradiction flagrante, qui affaiblit la portée éthique de la réforme et donne l'impression d'une complaisance envers certaines pratiques que les professionnels dénoncent depuis longtemps. Le paradoxe est criant : d'un côté, un contrôle coercitif sur les institutions professionnelles ; de l'autre, une étrange tolérance envers les pratiques occultes. Ce déséquilibre nourrit l'amertume dans une profession qui, dans les moments les plus sombres de l'histoire contemporaine du Royaume, a souvent joué un rôle de rempart pour les libertés. Les contestataires fustigent également une démarche législative jugée opaque et unilatérale, loin de l'esprit de concertation et de l'approche participative que consacre pourtant la Constitution. La frac-

ture entre le gouvernement et les avocats semble désormais consommée. L'adoption de ce projet de loi marque un tournant décisif et explosif dans la crise qui oppose l'exécutif aux avocats. Alors que ces derniers maintiennent la pression dans les tribunaux, le gouvernement semble décidé à accélérer la cadence législative, quitte à attiser un peu plus les braises d'un conflit social et professionnel déjà bien installé. Aujourd'hui, nombreux sont les avocats qui disent refuser de devenir le bouc émissaire de réformes non dénuées d'arrière-pensées politiques. Alors que la Constitution de 2011 et l'indépendance du pouvoir judiciaire auraient dû consacrer le rôle central de la défense, certains y voient désormais une régression enveloppée dans les oripeaux de la modernisation. Volonté de mise au pas Unis derrière leur association nationale, les bâtonniers et avocats du Royaume se tiennent prêts à l'escalade. Car si la robe noire est d'usage au tribunal, elle peut aussi se faire l'étendard d'une contestation déterminée. La profession entend prouver qu'elle ne se laissera ni marginaliser ni mettre sous tutelle. Le ministre de la Justice, Abdellatif Oua-

hbi, ne l'entend pas de cette oreille, qui continue de défendre son projet au nom de la "modernisation du système judiciaire". Un argument qui ne passe plus. Le débat est désormais entre les mains du Parlement. Mais l'ambiance s'annonce électrique. Les barreaux du Royaume refusent tout compromis sur leurs acquis, exigeant un cadre législatif conforme aux résolutions de leurs congrès nationaux et à l'esprit de la Constitution. Pour eux, ce projet de loi symbolise plus une volonté de mise au pas qu'une réforme concertée. Face à cette escalade, l'Organisation marocaine des droits humains (OMDH) appelle à la reprise urgente du dialogue. Si elle reconnaît la légitimité du mouvement de grève des avocats, elle alerte aussi sur le droit des citoyens à un accès effectif à la justice. Le bras de fer se transforme peu à peu en test grandeur nature pour l'État de droit au Maroc. Dans un climat déjà lourd de crispations, l'Organisation marocaine des droits humains (OMDH) vient ajouter sa voix au concert d'inquiétudes autour du projet de loi 66.23. Pour l'OMDH, un texte touchant aux règles du procès équitable et au statut des avocats ne peut être élaboré sans une réelle approche participative, respectueuse des principes de dialogue, de pluralité d'opinion et des standards internationaux. L'organisation rappelle que l'article 12 de la Constitution consacre cette méthode participative et que tout texte législatif encadrant l'avocat doit impérativement renforcer l'indépendance, l'immunité et les garanties fondamentales de la défense. Elle en appelle à une remise à plat du processus, et surtout à un retour urgent à un dialogue sincère et constructif, loin des logiques de passage en force. Pendant ce temps, sur le terrain, la colère monte. L'Ordre des avocats, dénonçant une rupture de dialogue, annonce de nouvelles actions de protestation. Une première grève a été observée le 6 janvier, et d'autres mouvements sont à prévoir si le gouvernement persiste dans sa démarche unilatérale. Le bras de fer est donc loin d'être terminé. Il devient même un test révélateur de la capacité du système politique marocain à gérer les désaccords par le consensus plutôt que par la confrontation. Car en matière de justice, le respect des formes est aussi important que le fond. ■



Le Maigret du CANARD



AHMED ZOUBAÏR

C'est avec la sobriété élégante qui le caractérise que Tariq Sijilmassi a choisi le réseau LinkedIn pour annoncer une nouvelle étape de son parcours remarquable : le lancement de Tessera Capital, sa propre société de conseil en investissement financier, dûment autorisée le 26 décembre 2025 par l'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC) pour l'exercice des activités de conseil relevant de la catégorie n°2. Au cœur de ce projet : le conseil en gestion et ingénierie financière, l'accompagnement des opérations d'appel public à l'épargne, et le suivi stratégique des entreprises avant et après leur introduction en bourse.

Après avoir consacré près de quarante ans à la finance, dont deux décennies à la tête du Crédit Agricole du Maroc, Sijilmassi revient sur le devant de la scène, non pour rejouer une partition connue, mais pour en composer une nouvelle.

Fort de son expérience, de sa connaissance intime des réalités économiques du pays et d'une rare capacité à lire entre les lignes des bilans, il revient aujourd'hui avec une structure à son image: rigoureuse, lucide, profondément humaine.

Positionnée comme une banque d'affaires indépendante, Tessera Capital n'est pas conçu comme un projet financier classique, mais s'articule autour d'une vision stratégique portée par l'expérience, l'intuition du terrain et la volonté d'apporter des réponses sur mesure aux défis complexes du monde économique. Une vision où les chiffres ne sont jamais pris seuls, mais toujours replacés dans leur contexte humain, social et stratégique.

Pour relever ce nouveau défi, M. Sijilmassi s'est entouré d'une équipe resserrée de collaborateurs aguerris, issus de grands cabinets d'expertise internationaux, qui partagent ce même sens de l'exigence, de la nuance et de la responsabilité.

Avec comme devise comprendre, éclairer et accompagner dans la durée, Tessera Capital inscrit son action dans un contexte de profonde transformation de l'économie nationale, marquée par l'essor des investissements, la modernisation accélérée des infrastructures et l'émergence de secteurs à forte valeur ajoutée. C'est dans cet environnement en mouvement que la société entend jouer un rôle stratégique, en accompagnant les entreprises confrontées à des défis majeurs : transmission intergénérationnelle, transition environnementale, restructuration ou encore gouvernance.

Organisée autour de plusieurs axes d'expertise — transmission d'entreprise, redressement, croissance des PME, transition verte ou encore accompagnement pré-IPO — Tessera Capital propose un conseil sur mesure, conjuguant rigueur financière et compréhension fine des dynamiques humaines et entrepreneuriales. Le cabinet ambitionne également de se positionner sur des sujets d'avenir, tels que la décarbonation, la gouvernance des transi-

TARIQ SIJILMASSI LANCE TESSERA CAPITAL

QUAND L'EXPERTISE RENCONTRE LA VISION

Fort de plus de 40 ans d'expérience dans la finance et d'un parcours marqué par l'écoute, la rigueur et la vision stratégique, Tariq Sijilmassi signe son retour avec Tessera Capital, une société de conseil financier indépendante, agréée récemment par l'AMMC.

tions familiales et les opérations de mise à niveau stratégique.

Tariq Sijilmassi a durablement marqué de son empreinte le Crédit Agricole du Maroc, qu'il a dirigé pendant près de deux décennies avec une vision claire, un sens aigu du terrain et une capacité rare à conjuguer écoute, pragmatisme et action. Sous son impulsion, la banque a renforcé son ancrage dans le monde rural, consolidé son rôle d'acteur du développement agricole et contribué à l'inclusion financière dans des zones longtemps délaissées.

Fin connaisseur des réalités socio-économiques du Maroc profond, M. Sijilmassi sait allier expertise technique et approche humaine, ce qui lui a valu l'estime tant des professionnels du secteur que des petits agriculteurs. L'homme est affable, accessible, discret, apprécié pour sa modestie, loin de l'arrogance technocratique que l'on prête parfois aux dirigeants de la finance.

Depuis son départ du Crédit Agricole en août 2022, il s'était volontairement éloigné de la scène médiatique, cultivant une discrétion qui lui est naturelle. Mais derrière le silence, se dessinait une ambition : celle de fonder un projet en phase avec son époque et fidèle à ses valeurs. Tessera Capital en est l'aboutissement, un cabinet qui porte sa signature, celle d'un homme de dossiers, d'expérience et de conviction. ▀



Tariq Sijilmassi, une vision stratégique portée par l'expérience et une approche humaine des dossiers.



Le Maigret du CANARD



POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



Economiste,
ancien
ministre de
l'Emploi et des
Affaires sociales.

Les attentes de 2026

Vivement une alternance démocratique !

La nouvelle année 2026 commence sous de meilleurs auspices que la précédente et est porteuse de beaucoup d'espoir pour notre pays. On soulignera pour ce début d'exercice une série de facteurs structurants qui nourrissent cet optimisme. D'abord, les pluies bénéfiques qui ont abondamment arrosé l'ensemble du territoire national ont considérablement amélioré le taux de remplissage des barrages, atteignant un niveau inédit depuis le début de la décennie et augurant d'une année agricole exceptionnelle. Ensuite, l'organisation réussie de la Coupe d'Afrique des Nations en cours a mis notre pays au centre de l'actualité africaine et internationale en mettant en lumière l'hospitalité du peuple marocain ainsi que les capacités organisationnelles du Royaume. Quelle que soit l'issue sportive de cette compétition, le Maroc en sortira gagnant. Enfin, l'année 2026 marquera la fin du mandat de l'actuel gouvernement, les nouvelles élections législatives étant prévues pour le mois de septembre prochain. Des élections que nous appelons de nos vœux à s'inscrire dans cette dynamique positive que connaît notre pays. C'est justement cette problématique qui fera l'objet principal de notre présente chronique. Nous estimons que les prochaines élections doivent déboucher sur une carte

politique reflétant l'opinion publique réelle et répondant aux multiples attentes du peuple marocain, et particulièrement de sa jeunesse. Notre pays a, en effet, accumulé des acquis considérables depuis la mise en place de « l'alternance consensuelle » et plus encore depuis l'accession du nouveau Roi au trône. En un quart de siècle de règne, le Maroc a connu des transformations profondes sur les plans politique, économique, et social. Ces évolutions sont manifestes pour quiconque accepte de les voir. Certes, conformément aux lois d'évolution historique, tout processus de développement génère de nouvelles contradictions et ne suit jamais une trajectoire strictement linéaire. Ce qui explique la persistance d'un certain nombre de problématiques. Et c'est précisément là qu'intervient le politique.

Mettre à niveau le politique

Une analyse fine de la formation sociale marocaine fondée sur l'articulation des différentes instances économique, politique et idéologico-culturelle met en exergue une inadéquation manifeste entre l'instance économique et l'instance politique, au point que cette dernière pourrait constituer un facteur de blocage à la poursuite du développement économique. Le fossé entre les deux instances s'est élargi avec l'actuel gouvernement qui a

pratiquement mis en veille la problématique politique et démocratique. Ce qui est « normal » de la part d'un gouvernement dirigé par des hommes d'affaires, porteurs d'une conception utilitariste du politique : une politique au service du capital et non plus du citoyen. Ce qui nous amène à défendre une autre option plus utile pour notre pays et notre peuple. Elle consiste à préparer les conditions d'une véritable alternance du pouvoir avec une majorité de la gauche plurielle, plus à même de mettre en œuvre les Orientations Royales, de répondre aux attentes du peuple travailleur et de sa jeunesse, et de remettre le pays sur les rails du progrès social en parallèle du développement économique.

Un nouveau souffle démocratique

On se souvient de l'élan d'enthousiasme qu'a suscité l'alternance dite consensuelle, laquelle a permis, pour la première fois dans l'histoire du Maroc - à l'exception de la parenthèse du gouvernement Abdellah Ibrahim (1958-1960) - à la gauche de diriger un gouvernement en la personne de Feu Abderrahmane Youssoufi. Le moment est venu de passer d'une alternance consensuelle à une « alternance démocratique » par les urnes, conformément à la constitution de 2011 qui diffère du texte en vigueur en 1998. En effet, la constitution actuelle n'est pas antinomique au renforcement du processus démocratique. C'est son application qui pose problème, à l'instar de plusieurs autres textes de loi faisant l'objet de violations systématiques, dans un climat de totale impunité. L'article premier du texte fondamental stipule : « Le Maroc est une monarchie constitutionnelle, démocratique, parlementaire et sociale. Le régime constitutionnel du Royaume est fondé sur la séparation, l'équilibre et la collaboration des pouvoirs, ainsi que sur la démocratie citoyenne et participative, et les principes de bonne gouvernance et de la corrélation entre la responsabilité et la reddition des comptes. » Tous les ingrédients sont réunis pour bâtir un Etat moderne et démocratique. Il faut simplement prendre la peine de relire le texte constitutionnel de temps à autre. Et de veiller à son application. Le Maroc a besoin d'un nouveau souffle démocratique pour redonner un élan réel à la vie politique et sortir du bricolage ambiant. Cela suppose un renouvellement des règles du jeu politique garantissant à la fois l'égalité des chances et la transparence. A cette fin, l'ensemble des parties prenantes sont interpellées. L'administration, en premier lieu, porte une responsabilité majeure dans le déroulement de l'opération. Omniprésente, omnisciente et dotée de moyens considérables, elle

dispose de toutes les capacités pour agir. Encore faut-il qu'elle le fasse dans une stricte impartialité et dans un traitement égal de tous les protagonistes. Ce qui, dans la pratique, n'est pas toujours le cas. Les partis politiques ensuite. Ils sont appelés à se doter de critères clairs pour la sélection de leurs candidats, fondés sur une charte d'éthique. Malheureusement, des réticences persistent à ce niveau. Car ce qui compte pour certains partis, et en premier lieu ceux situés à droite de l'échiquier politique, c'est d'avoir un candidat disposant d'un réseau relationnel étendu - y compris avec des milieux douteux, pour ne pas dire mafieux - et d'un compte bancaire bien garni. Ces milieux ne comptent que sur l'argent et sont prêts à payer le prix qu'il faudra ! Le citoyen enfin. Il doit exercer pleinement ses droits de citoyen en s'inscrivant sur les listes électorales et en participant massivement au vote. Qu'il se dise que le changement est possible : il s'effectue à travers les urnes. Le boudage fait le jeu des ennemis de la démocratie.

L'union de la gauche, voie de salut

La gauche, généralement reconnue pour son intégrité et sa probité, n'a d'autre choix pour faire face aux forces de l'argent que de s'appuyer sur le militantisme et la mobilisation de la jeunesse. À condition, toutefois, de sortir de sa dispersion chronique. L'expérience montre de par le monde qu'à chaque fois que la gauche s'unit elle pèse davantage dans le jeu politique. C'est ce qui fait défaut à la gauche marocaine. Des tentatives sont en cours. On espère qu'elles aboutissent, dans l'intérêt de notre pays et de notre peuple. Mais avant cela, des clarifications sont nécessaires. Il faut s'entendre sur un certain nombre de choix et sur la finalité des élections. Entre une gauche de gouvernement et une gauche de contestation qui refuse par principe toute participation à la gestion des affaires du pays, il y a un grand fossé. Il est temps pour cette gauche « radicale », de faire sa mue et de procéder à une véritable perestroïka si elle veut réellement être efficace et servir les intérêts des couches sociales qu'elle est censée représenter. C'est à cette condition, et à cette condition seulement, que la gauche marocaine pourra transformer le mécontentement populaire en victoire électorale. L'union d'une gauche responsable et plurielle provoquerait une véritable onde de choc dans le paysage politique marocain. Le changement démocratique est possible. ▀



Le Maigret du CANARD



Neige en or blanc

UNE RICHESSE À VALORISER...

ABDELLAH CHANKOU

A chaque hiver rigoureux, les réseaux sociaux diffusent des images poignantes du Maroc rural, en particulier des zones montagneuses. Des scènes de détresse extrême, où l'isolement, le froid glacial et le manque d'infrastructures dévoilent une réalité brutale : celle de milliers de citoyens livrés à eux-mêmes, loin des regards, dans un Maroc que l'on a pris l'habitude d'ignorer. La séquence d'une femme, allongée sur une civière de fortune, transportée à bout de bras par des villageois à travers la neige épaisse a choqué plus d'un.

Relevant d'un autre âge, elle symbolise, de façon bouleversante, l'abandon sanitaire dans bien des régions reculées, où l'évacuation médicale relève encore de la débrouille collective. Ce cliché glaçant, qui met en lumière un Maroc oublié, livré à lui-même, loin des projecteurs braqués sur les stades magnifiques de la CAN et des scènes d'allégresse nationale, soulève une question douloureuse : comment est-il possible qu'en 2026, des Marocains soient encore contraints de braver le froid mordant et les chemins escarpés pour sauver une vie, faute d'ambulance ou de centre de santé accessible ? C'est le Maroc des hauteurs oubliées, des villages enclavés, des routes coupées et des habitants en détresse, pris en otage par la neige et les intempéries. Tandis que la fête du football bat son plein, scintillante et vibrante, un silence glacé plane sur les montagnes, où la lutte quotidienne pour la survie se fait dans l'ombre et avec les moyens du bord.

Ce contraste saisissant révèle, une fois de plus, un Maroc à deux vitesses, où les disparités territoriales surgissent dès que le climat se déchaîne. Le changement climatique, avec son cortège de dérèglements, met à nu l'absence des infrastructures, l'impréparation chronique face aux urgences et l'inégalité d'accès aux services de base.

Face à ces scènes de détresse, les beaux discours sur le désenclavement du monde rural prennent un sérieux coup de froid. Ils se brisent net contre la réalité glaciale de villages isolés, ensevelis sous la neige, où les habitants luttent pour survivre.

Seul le Roi, fidèle à son engagement envers les populations les plus vulnérables, donne l'impulsion en ordonnant à chaque saison de grand froid l'activation d'aides d'urgence : distributions de couvertures, de vivres, et d'assistance médicale dans les zones rurales assiégées par la neige. Mais cette mobilisation royale ne peut, à elle seule, pallier les lacunes structurelles d'un système qui continue d'abandonner les Marocains du « pays profond » à leur sort hivernal.

Mais pourquoi, dès qu'il s'agit du monde rural, recourt-on systématiquement à des solutions temporaires ? Un hôpital de campagne par-ci, quelques distributions de couvertures et de denrées par-là, comme si l'urgence pouvait tenir lieu de politique. Pourtant, les besoins sont clairs et connus de longue date : des routes praticables, des centres de santé pérennes, des projets économiques structurants...

Le plus ironique, c'est que la neige, ailleurs synonyme de prospérité touristique, devient

ici une contrainte, un facteur de sinistre.

Bénéfique pour les nappes phréatiques une fois fondue, elle reste cependant une richesse sous-exploitée. Dans d'autres pays, elle est source de développement local et de création d'emplois grâce aux stations de ski et au tourisme hivernal. Chez nous, même des sites prometteurs comme l'Oukaïmeden, pourtant dotée de paysages exceptionnels, souffrent d'un cruel manque d'infrastructures : absence d'unités d'hébergement, animation inexistante, accessibilité difficile. Même constat à Ifrane, perle du Moyen Atlas, où la neige reste davantage contemplée qu'exploitée.

Résultat : un manque à gagner non négligeable pour le tourisme national, et l'occasion manquée, une fois encore, de transformer ces précipitations solides en levier de croissance durable. Pendant ce temps, les montagnes continuent de geler... tout comme les espoirs de leurs habitants.

Le Maroc fait pourtant partie de ces rares pays au monde où l'on peut, en une seule journée, dévaler les pistes de ski à Ifrane ou Oukaïmeden, piquer une tête à Agadir et s'offrir un bain de sable à Ouarzazate. Ce trio d'expériences, unique en son genre, recèle un potentiel touristique immense. Ses effets multiplicateurs pourraient transformer le visage des zones rurales en créant une dynamique économique vertueuse au service des communautés locales. Encore faut-il une volonté politique pour mieux exploiter cette richesse. Le ministère du Tourisme, en coordination avec les collectivités régionales, gagnerait à initier de véritables plans de développement adaptés aux spécificités de chaque territoire : formation des jeunes aux métiers de l'hospitalité, amélioration des routes et des dessertes sanitaires, mise en place d'axes aériens fluides entre les grandes destinations intérieures... Voilà les vraies urgences. Le monde rural n'a pas besoin de discours compassionnels ni de solutions d'assistanat. Il a besoin de vision, d'investissements structurants et de reconnaissance. Il est temps de cesser de regarder les campagnes marocaines avec les lunettes poussiéreuses du passé. Nos terroirs sont bien plus que des cartes postales de misère : ce sont des réservoirs de richesses, culturelles, naturelles et humaines, en attente de valorisation.

Le développement du tourisme durable, ancré dans les réalités locales, pourrait changer la donne. Il ne s'agit plus de se limiter à quelques grands axes hôteliers classiques, mais d'ouvrir le champ à un tourisme inclusif, redistributif et responsable. Une partie des recettes fiscales générées localement pourrait ainsi être réinvestie dans les infrastructures, l'éducation, la santé. Bref, dans la dignité.

Aux pouvoirs publics d'agir réellement pour que le tourisme devienne une véritable stratégie transversale, capable de réchauffer ces régions glacées par l'oubli, et de transformer la neige en levier de développement plutôt qu'en symbole d'abandon et de désolation. ■

Le Maroc face au défi des hauteurs



Il est temps d'ouvrir un vrai débat national sur l'occupation humaine des zones montagneuses en période hivernale.

AHMED ZOUBAÏR

Chaque hiver, les mêmes images de désolation défilent : villages coupés du monde, routes ensevelies sous la neige, habitants livrés à eux-mêmes, parfois dans des conditions extrêmes. Ces scènes de détresse, devenues presque rituelles, ne relèvent ni du hasard ni de l'imprévisible. Elles illustrent une réalité connue, documentée, et pourtant mal traitée par les politiques publiques. Il est temps d'ouvrir un vrai débat national sur l'occupation humaine des zones montagneuses en période hivernale. Peut-on continuer à tolérer que des familles vivent à l'année dans des zones inaccessibles dès les premières neiges, sans structures de santé à proximité, sans routes praticables, sans dispositifs d'urgence efficaces ? Ne serait-il pas plus rationnel de proposer un modèle d'habitat alternatif pour la saison hivernale, en plaine, là où l'accès aux services de base est garanti ?

Au-delà de l'urgence saisonnière, c'est une vision globale qu'il faut adopter. Le Maroc a besoin d'une véritable « loi montagne », à l'image de ce qui existe dans d'autres pays. Une loi qui encadre l'urbanisation en altitude, protège l'agriculture et la forêt, valorise les activités traditionnelles, et surtout, accompagne les territoires de montagne dans leur adaptation au changement climatique. Le séisme d'El Haouz, qui a frappé durement le Haut Atlas, a d'ailleurs mis en lumière la fragilité des zones montagneuses. Au-delà du drame humain, il a révélé, une fois encore, la difficulté d'accès à ces territoires enclavés et la précarité aiguë dans laquelle vivent leurs habitants. Routes détruites, secours retardés, villages isolés : autant de réalités qui rappellent l'urgence d'une réflexion structurée sur l'urbanisation en altitude. Cette tragédie devait être un point de bascule : continuer à ignorer les limites d'un habitat dispersé en montagne, soumis aux caprices du climat

et aux risques naturels, reviendrait à exposer durablement des populations entières à l'insécurité. Une politique d'aménagement spécifique, appuyée par une « loi montagne » ambitieuse, devient plus que jamais nécessaire pour protéger ces territoires, tout en assurant à leurs habitants un cadre de vie digne, sécurisé et durable. La montagne ne doit plus être un angle mort du développement. Elle est un patrimoine naturel, humain et économique d'une richesse inestimable. Mais elle est aussi un territoire fragile, que l'on ne peut plus gérer avec des solutions ponctuelles ou de simples campagnes de solidarité hivernale. Il faut un cadre, une volonté politique, et surtout, une stratégie durable. En somme, protéger la montagne, c'est protéger ses habitants. C'est aussi reconnaître que le développement équilibré du Maroc passe par une vraie prise en compte de ses hauteurs... et de ceux qui y vivent. ■



Bec et ONGLES



Mustapha Ramid , ex-ministre PJD de la Justice

UN VIRAGE CLÉ EN MAIN

Ancien ministre de la Justice à la morale rigide, Mustapha Rachid vient de se lancer dans les affaires en créant une enseigne immobilière familiale spécialisée dans l'aménagement et la location de plateaux bureau.



Merci de nous recevoir M. Ramid dans ce magnifique riad de la médina. Il paraît que c'est vous le propriétaire ?

Bismillah... Disons que c'est une opération en cours. J'espère que le compromis sera suivi d'un acte authentique... et rentable, inshallah.

Vous qui disiez en 2012 que « les touristes viennent à Marrakech pour y commettre le péché », vous avez changé de plan d'étage, semble-t-il ?

J'ai été mal compris. Je parlais de prévention ! Offrir une façade respectable, des salons bien décorés... ça éloigne les tentations, non ?

On apprend aussi que vous vous êtes lancé dans l'immobilier professionnel. Fini les discours, vive les plateaux de bureaux ?

Ah, les plateaux... je suis avocat de formation, donc je connais bien ceux du

tribunal comme ceux à louer ! Et entre un sermon qui fait du bruit et un bail qui rapporte, mon choix est fait.

Donc vous proposez maintenant du silence climatisé plutôt que des paroles enflammées ?

Exactement. Un open space bien isolé vaut parfois mieux qu'un débat ouvert au chaos. Avant je prêchais la vertu pour exister, aujourd'hui je loue du meublé pour vivre.

Vos anciens camarades du parti ne vous trouvent pas un peu... décalé ?

Ils louent mon initiative. Certains, au sens propre : j'ai déjà deux frères du parti installés à l'étage !

Vous avez donc troqué la morale contre les baux commerciaux ?

Non, j'ai juste changé de pilier. Avant c'était la vertu, maintenant c'est la valeur locative. Mais attention : ici, tout est halal et hors charges ! ▶



CAN 2025 Quand l'ONMT joue en attaque ...

A l'occasion de la CAN 2025, l'ONMT mise sur le football pour séduire les marchés touristiques internationaux et dévoile un royaume moderne, hospitalier et prêt à accueillir le monde.

A lors que la Coupe d'Afrique des Nations bat son plein, le Maroc saisit l'occasion pour afficher son ambition et son savoir-faire. À travers l'initiative « Maroc, Terre de football », l'Office National Marocain du Tourisme (ONMT) invite prescripteurs de voyages, tour-opérateurs, journalistes internationaux et représentants de fédérations professionnelles à découvrir un royaume moderne, accueillant et parfaitement armé pour organiser les plus grands événements sportifs mondiaux. Avec ses stades ultramodernes, ses infrastructures hôtelières de haut niveau, ses aéroports bien connectés et ses trésors culturels et naturels, le Maroc fait vibrer l'Afrique et séduit bien au-delà. L'organisation de



L'ONMT orchestre une série de programmes immersifs à destination des grands marchés émetteurs.

la CAN 2025 est l'occasion rêvée de démontrer que le pays conjugue passion du football, excellence logistique et hospitalité. L'ONMT orchestre ainsi une série de programmes immersifs à destination des grands marchés émetteurs – États-Unis, Espagne, France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Italie et Belgique – offrant à ces professionnels une expérience complète : accès aux matchs, découverte des sites, rencontres professionnelles et exploration des richesses touristiques du pays. Un coup d'envoi stratégique pour positionner durablement le Maroc sur la carte mon-

diale du tourisme sportif. Ces marchés ciblés constituent un levier stratégique majeur pour la promotion du Maroc en tant que destination touristique de premier plan. En accueillant ces prescripteurs d'opinion et professionnels influents sur le terrain, l'ONMT transforme chaque visite en vecteur d'influence, capable de générer un effet d'entraînement au sein des circuits touristiques mondiaux. Leur immersion directe au cœur de la CAN permet de faire rayonner un Maroc vivant, hospitalier, ambitieux et prêt à recevoir le monde. La Coupe d'Afrique des Nations devient ainsi bien plus qu'un événement sportif : elle se mue en vitrine grandeur nature du Maroc de demain, où se croisent football, tourisme, culture, hospitalité et modernité. Cette formidable dynamique s'inscrit dans une stratégie d'envergure portée par l'ONMT : roadshows ciblés en Afrique et en Europe, renforcement des partenariats avec les compagnies aériennes pour l'ajout de vols vers le Maroc à l'occasion de la CAN, campagne audiovisuelle de grande ampleur avec le film « Maroc, Terre de Football » diffusé dans 12 pays, et mise en place de fan-zones dans plusieurs villes du royaume pour faire vibrer la compétition partout. ▶



Le MIGRATEUR



Groenland à vendre ? Trump sort la carte bleue

LAILA LAMRANI

À bord de son avion présidentiel, probablement en train de survoler quelque iceberg, Donald Trump a encore frappé. Dimanche 11 janvier, il a affirmé que les États-Unis s’emparent du Groenland "d’une manière ou d’une autre".



Trump n’en démord pas !

Chat, échange contre un golf en Floride, ou simple appropriation façon Far West ? Mystère. Mais ce qui est sûr, c’est que Trump veut du froid, du blanc, du grand. « Si nous ne le prenons pas, la Russie ou la Chine le fera », a-t-il lancé avec l’air sérieux de quelqu’un qui a regardé un peu trop de films d’espionnage des années 80. Et tant qu’à faire, il ne veut pas louer le Groenland. Non. Le président veut un acte notarié, un vrai titre de propriété, comme pour un penthouse new-yorkais. Et pour mieux vendre son idée, Trump a aussi décidé de moquer la défense locale. « Leur armée ? Deux traîneaux à chiens ! » a-t-il ironisé. Il paraît qu’un des chiens s’appelle "Liberté", l’autre "Commerce". Tout un programme. Entre deux blagues sur la banquise et une pique à l’OTAN – "ils ont plus besoin de

nous que nous d’eux" – Trump semble prêt à relancer la course à la conquête territoriale. Prochaine étape ? Hawaï, au cas où quelqu’un aurait oublié de le rassurer : c’est déjà à lui. Mais voilà que la vieille Europe sort de sa torpeur hivernale. La semaine dernière, six pays européens — France, Allemagne, Italie, Pologne, Espagne et Royaume-Uni — ont mitonné une déclaration commune pour soutenir le Groenland et son tuteur danois face aux appétits glaciaires de Trump. Et ça ne rigole plus. À défaut de se mettre d’accord sur la cuisson des pâtes ou la forme des tomates, les Européens ont envoyé un message clair : le Groenland, ce n’est pas un terrain de Monopoly.

Le gouvernement groenlandais, qui jusqu’à se contentait de repousser les ours polaires, annonce vouloir muscler sa défense via l’OTAN. Lequel OTAN dont le chef de file n’est autre que les États-Unis. De son côté, la Première ministre danoise Mette Frederiksen a rappelé calmement mais fermement que toute attaque américaine contre un allié de l’OTAN signerait « la fin de tout ». Pendant ce temps, Mark Rutte, secrétaire général de l’OTAN, rassure depuis Zagreb : l’Arctique est bien gardé. Comprendre : les Inuits peuvent dormir sur leurs deux raquettes, pour l’instant. ▶

Contestation en Iran

Le pouvoir face a la rue

LAILA LAMRANI

Alors que le mouvement de contestation en Iran entre dans sa troisième semaine, une répression meurtrière a fait des centaines de morts et des milliers d’arrestations, plongeant le pays dans une crise sans précédent. Le régime pourra-t-il résister à la colère populaire ?



Les manifestations prennent de l’ampleur.

La répression des manifestations en Iran a fait plus de 600 morts depuis le début de la contestation selon une ONG, les autorités tentant lundi de leur côté de reprendre le contrôle de la rue avec des rassemblements massifs dans le pays. À l’appel du président Massoud Pezeshkian, des milliers d’Iraniens ont envahi selon les images de la télévision d’État la place de la Révolution, au cœur de Téhéran, en soutien au pouvoir confronté à l’un de ses plus grands défis depuis la proclamation de la République islamique en 1979. Leur mobilisation est un « avertissement » aux États-Unis, a réagi le guide suprême, l’ayatollah Ali Khamenei, alors que Donald Trump a menacé plusieurs fois d’intervenir militairement en Iran. Dans la capitale, au milieu de drapeaux de la République islamique et de slogans « mort aux États-Unis », la foule a récité des prières pour les membres des forces de sécurité tués dans ce que le gouvernement qualifie « d’émeutes ». Des dizaines sont morts au total, selon la presse iranienne. L’Iran mène une guerre contre des « terroristes », a lancé sur place le président du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf, menaçant d’infliger à Donald Trump une leçon « inoubliable » en cas d’attaque américaine. D’autres rassemblements similaires ont eu lieu dans plu-

sieurs villes, d’après les médias officiels, tandis que le gouvernement a décrété trois jours de deuil national. Dans le même temps, dénonce l’ONG Iran Human Rights (IHR), la répression du mouvement débuté le 28 décembre contre le marasme économique et défiant désormais ouvertement le pouvoir, s’intensifie. L’organisation dit avoir confirmation de la mort de 648 manifestants au total — et d’environ 10 000 arrestations. Son bilan précédent faisait état de 192 tués. Mais la réalité pourrait être bien plus noire, craint IHR, évoquant des rapports pour l’heure non confirmés allant jusqu’à 6000 morts. Les autorités ont imposé une coupure totale des communications Internet depuis le 8 janvier, compliquant la collecte d’informations. Sur une vidéo authentifiée dimanche par l’Agence France-Presse, on voit des dizaines de corps enveloppés dans des sacs noirs devant une morgue de la capitale, et ce qui semble être des Iraniens à la recherche de leurs proches disparus. ▶



Journal satirique marocain paraissant le vendredi
Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Amine Amerhoun,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine et

Chaimaa El Omari Naib

CORRESPONDANT EN FRANCE

ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416

ⵜⴰⵎⴰⵔⵜ ⵜⴰⵎⴰⵏⴰⵢⵜ ⵜⴰⵎⴰⵔⴰⵏⵜ
ⵏ ⵓⵎⵎⵓⵔ ⵏ ⵓⵎⵎⵓⵔ ⵏ ⵓⵎⵎⵓⵔ



الوكالة الوطنية للمحافظة العقارية
والمسح العقاري و الخرائطية

AGENCE NATIONALE DE LA CONSERVATION FONCIÈRE DU CADASTRE ET DE LA CARTOGRAPHIE

Demande du certificat de propriété en ligne www.ancfcc.gov.ma



Demande du certificat
de propriété en ligne



Païement en ligne des droits
de conservation foncière



Téléchargement du
certificat de propriété



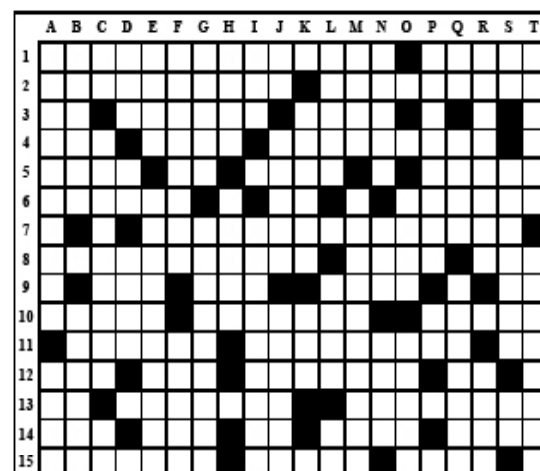
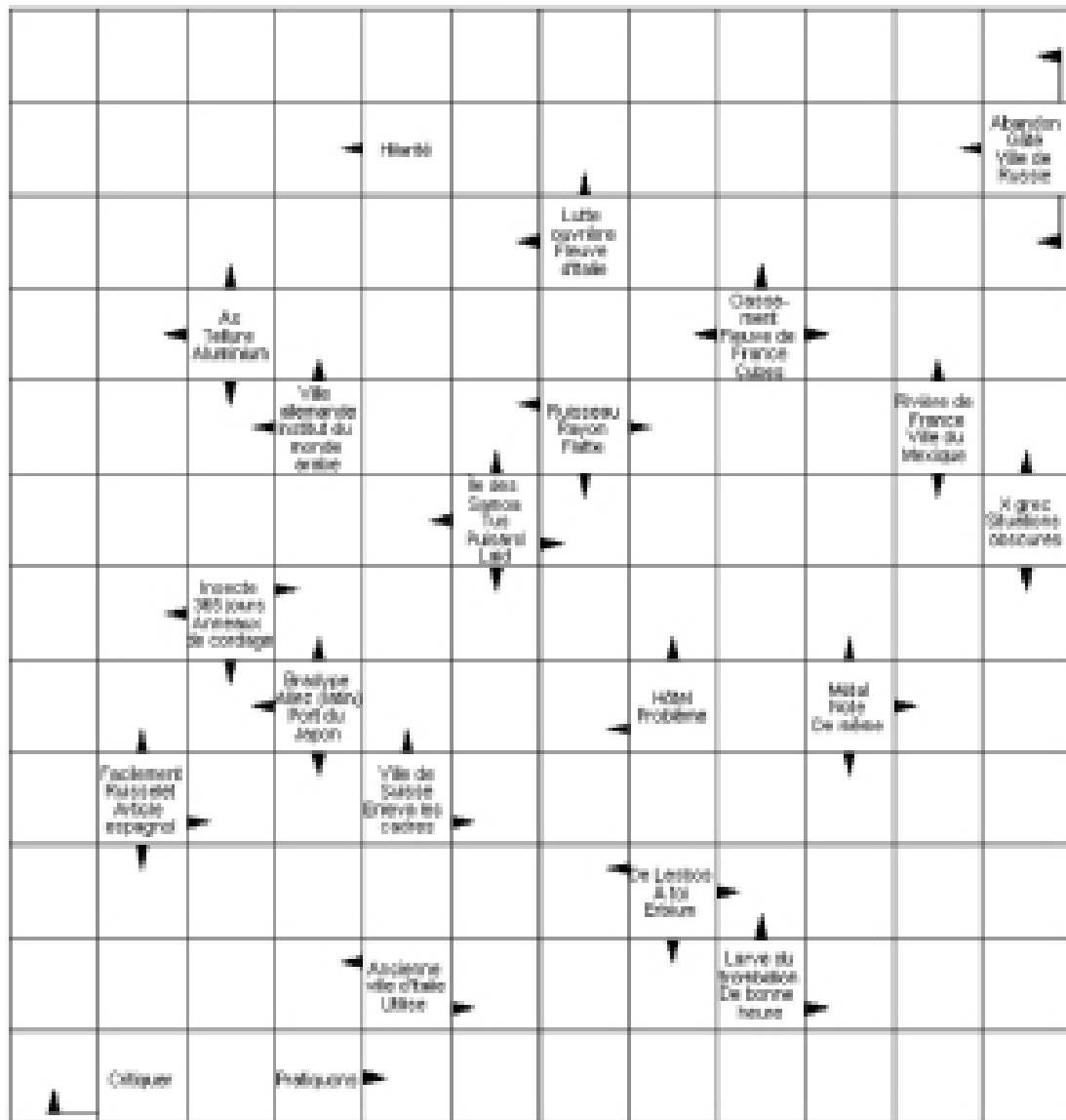
Télécharger  



Les services dématérialisés de la conservation foncière
Qualité, sécurité et gain de temps



Mots croisés



Verticalement

[1] Apporte l'ondance. Ce qui fait rouler les trains. [2] Soumis au hasard. Couvre les mauvaises odeurs. [3] Grecque. Bloquait. Elle est dure chez le cochon. [4] Marquise par exemple. Dialectes chinois de Taiwan. On l'emporte sur son dos. [5] Complètement transi. Pronom. C'est une pièce des rois. Limites. [6] Etudes de la sabbie. Drame au Japon. Complètement isolé du monde. [7] Plantes grimpeuses. [8] Boissons rafraîchissantes. Lie. Sans eau. [9] Liquide. Donne l'ordre de partir. Greffe. Le premier de l'alphabet. [10] Avant l'entrée. Coule de l'égave. Le plus âgé. [11] Inventeur. Dernier avis. Grecque. [12] Pronom personnel. Le moi préféré des salariés. Solvant. Un peu paresseux. [13] Avance. C'est souvent l'armée qui le fait. Sinistres. [14] Terre envahie par la mer. Existe donc. Termination d'infinitif. Drame rapide. Recouvre le sol. [15] C'est comme ratés. Fénix. Éliminé.

[A] Petites manœuvres. Rond. [B] Crier la nuit. On l'aime chocolat. [C] Article. Ils regrettent souvent leur choix. Article. [D] Signe de reconnaissance. Préposition. Poisson. [E] Élément d'un ensemble. Il peut bloquer la route. [F] Mauvais garçon. Être d'un bon pedigree. [G] Moyen de transport des singes. Bien plusieurs, il voit comme un seul. [H] On l'a dans l'œil. Pîtres dure. [I] Indicateur. Bien adaptés. [J] Le meilleur. Com de biens divers. Très en colère. [K] Reprimandes. Se dit à la de la messe. [L] À plein de fans. Choisit. Pronom. [M] Il v mieux l'avoir pour ne pas se faire avoir. Famille d'arabes Chine tels que les camelliers. [N] Croisement. Résultat tirage. Consistance. [O] Elle ne le reste qu'un temps. Gr arbres d'Asie. [P] Bonté et simplicité. Article. [Q] Conjonct l'arbre à lapins. Courtis. [R] Ils veulent tout avoir. Plant fleur. [S] À la mode. Amenez. Préposition. [T] Petite cité Française.

Mots Mêlés




ABDOMEN
AGENDA
ALEA
ALIAS
ALIBI
ALINEA
ANIMAL
BONUS
CREDO
CURSUS
DEFICIT
DIVA
FEMUR
FORUM

GRATIS
IDEM
INCOGNIT
INDEX
INFARCTU
INTERIM
ITEM
JUNIOR
LAPSUS
LATIN
LAVABO
MALUS
MAXIMUM
MEMENTO
MODULO

OMNIBUS
PEPLUM
PROSPECTUS
REFERENDUM
SATISFECIT
SCENARIO
SUBITO
TANDEM
TERMINUS
TIBIA
ULTIMATUM
VETO
VIDEO
VILLA

A méditer



« Imbéciles : Ceux qui ne pensent pas comme vous. »
Gustave Flaubert,

Dictionnaire des idées reçues.

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

6	8	4	1	5	9	7	3	2
7	5	1	8	3	2	9	4	6
9	2	3	6	7	4	1	8	5
1	9	2	3	6	5	8	7	4
8	4	5	2	1	7	6	9	3
3	6	7	4	9	8	2	5	1
2	3	9	7	4	6	5	1	8
5	1	6	9	8	3	4	2	7
4	7	8	5	2	1	3	6	9

Mots fléchés

LARMOIEMENTS
ORAI SON . NOE .
UTILE . SOEURS
FURENT . BRERA
OSE . TEC . VRAI
Q . NS . NENE . IN
ULTIMES . SENT
EU . REBUS . R . E
RESSERRES . OS
ISE . REEL . BI .
E . TOUS . OSONS
CHUT . ENRAGE

Mots Mêlés

Mots croisés





Et BATATI ET BATATA



Bizarre

Argent dormant

Une Américaine a eu l'heureuse surprise de découvrir 36.000 dollars (33.400 euros environ) en plusieurs enveloppes, enfouis dans les coussins d'un canapé donné gratuitement sur un site de petites annonces. Mais cette habitante de Colton, près de Los Angeles, s'est empressée de rendre l'argent à ses propriétaires. Vicky Umodu cherchait à meubler son nouveau logement pour une somme modique et elle s'était félicitée de trouver ce canapé. « Je viens d'emménager et je n'ai rien dans la maison », a-t-elle expliqué à la chaîne locale ABC7 (1/6/22). Mais une fois à son domicile, la Californienne a trouvé une bosse suspecte dans l'un des coussins. Elle a alors découvert plusieurs enveloppes remplies d'argent liquide, chacune contenant des milliers de dollars. « Je disais à mon fils 'viens, viens !'. Je hurlais 'c'est de l'argent ! Je dois appeler le monsieur' », a-t-elle raconté. Vicky a donc contacté ceux qui lui avaient donné le canapé pour les avertir de sa trouvaille et leur rendre l'argent. La famille, qui vidait la maison d'un proche récemment décédé, a répondu qu'elle ignorait tout de la présence et de l'origine de cet argent. Mais pour remercier la bonne samaritaine, ils lui ont donné plus de 2.000 dollars, de quoi acheter le réfrigérateur neuf dont elle avait besoin !

Nos amis les bêtes

À partir des chiffres publiés par l'Insee, le journaliste et cartographe Jules Grandin a réalisé des cartes des départements français comptant le plus de vaches, porcs ou moutons que d'habitants. Grandin a donc pris le temps d'éplucher les données du recensement agricole publiées par l'Insee pour réaliser une série de 4 cartes diffusées mardi 31 mai sur Twitter. Résultats: en 2019, dans 13 départements la population de vaches est supérieure à celle des habitants. Il s'agit de : l'Orne, la Manche, la Mayenne, la Meuse, la Haute-Marne, la Nièvre, la Saône-et-Loire, l'Allier, la Creuse, la Corrèze, le Cantal, la Lozère et l'Aveyron. Avec en tête, la Manche, qui compte 744.000 vaches pour environ 493.000 habitants. C'est en Bretagne que la population porcine est la plus importante, avec 7,6 millions d'animaux, soit plus de deux fois son nombre d'habitants. Les départements du Lot, de l'Aveyron, de la Lozère, des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence sont, quant à eux, ceux qui ont une population plus importante de moutons que d'habitants. « La carte des vaches raconte plein de choses : les chemins des AOC fromagères, comme celles des races de bovins. On pourrait penser que cela montre avant tout les zones où il n'y a pas d'habitants, mais ce n'est pas le cas. La Creuse et le Territoire de Belfort, qui sont des départements très peu habités, ne ressortent dans aucune de ces cartes », a confié Jules Grandin, en concluant : « Ces cartes montrent surtout une France à contre-courant de la France urbanisée. »

A 103 ans recordwoman du saut en parachute

Une grand-mère suédoise de 103 ans a battu ce dimanche 29 mai le record du monde de la personne la plus âgée à réaliser un saut en parachute en tandem. « C'était merveilleux de faire cela, j'y pensais depuis longtemps », a déclaré Rut Larsson à l'agence de presse suédoise TT, ajoutant : « Tout s'est passé comme prévu ». En présence de sa famille et ses amis qui l'attendaient sur l'aérodrome, Rut Larsson a effectué son saut à Motala, à 240 kilomètres au sud-ouest de Stockholm (Suède). Le duo a atterri en douceur, tandis que des assistants se sont précipités sur elle avec son déambulateur pour l'aider à se relever. Elle a déclaré qu'elle aimait « le fait de glisser lentement vers le bas depuis le haut, je pense que c'est agréable ». Un représentant du livre Guinness des records était présent pour enregistrer le saut. Rut Larsson, qui a 103 ans et 259 jours, a battu le précédent record, détenu par une personne de 103 ans et 181 jours.



Rigolard



Le Président George W. Bush fait le tour des écoles primaires afin de rencontrer les tous jeunes futurs votants du pays. Il entre dans une classe et arrive au moment où l'institutrice est en train d'expliquer aux enfants le sens du mot « tragédie ». L'institutrice se tourne alors vers le Président et lui propose de diriger la discussion. Ainsi l'illustre dirigeant demande aux jeunes élèves de lui trouver un exemple illustrant le sens du terme qu'ils viennent d'apprendre. Un petit garçon se lève et dit: « Si mon meilleur ami qui vit à côté de chez moi joue tranquillement dans la rue et qu'une voiture le renverse, ce sera une tragédie. » Bush secoue tristement la tête: « Non, mon petit... Ce serait un accident! » Un léger silence s'installe dans la classe. Le président insiste « Qui veut proposer autre chose ? » Une petite fille se lève alors à son tour : « Un bus scolaire transportant 50 élèves tombe dans le ravin, et tout le monde meurt dans la chute. Ça, c'est une tragédie ! » Bush secoue la tête à nouveau: « Non, petite, il s'agit là d'une grosse perte pour le monde... » Cette fois, c'est un lourd silence qui tombe sur le groupe. Bush s'impatiente légèrement: « Allons, les enfants ! Il n'y a personne pour me donner un exemple sérieux de tragédie? » Alors, petit John du fin fond de la classe se lève : « Si Air Force One alors qu'il transporte M. et Mme Bush, est frappé par un missile et est il est pulvérisé en plein ciel, ça c'est une tragédie ! » « Fantastique ! » s'écrit le Président, le visage illuminé « Voilà

une superbe illustration du mot tragédie! Et peux-tu expliquer à tes petits camarades la raison pour laquelle ce serait une tragédie ? » « Parce que ça ne serait pas un accident et que ça ne serait sûrement pas une grosse perte ! ».

Un humoriste russe va voir un membre du Parti et lui dit : - Existe-t-il des droits d'auteur pour les blagues politiques ? - Oui, cela dépend de la qualité de l'histoire et ça peut aller de trois ans à perpét.

Zemmour vient de mourir et il se présente à la porte du ciel : - Vous plaisantez? Lui dit Saint- Pierre. Vous prétendez entrer au paradis ? Mais foutez-moi le camp d'ici, misérable ! Allez, ouste, en enfer ! Le lendemain, Saint-Pierre est réveillé par un brouhaha à la porte du paradis. Il ouvre et tombe nez à nez avec une foule de démons, damnés et diabolins... - Mais qu'est-ce que vous fichez là ? S'exclame-t-il ? Pourquoi n'êtes-vous pas en enfer? - On vient demander asile ! explique un diable. On a quitté l'enfer, tant qu'on pouvait encore le faire !

Pablo Picsou pardon Picasso avait la réputation d'être plutôt radin. Un jour, il invite des amis au restaurant. Au moment de régler, le patron lui propose de faire un dessin sur une nappe en papier en guise de règlement. Picasso accepte et dessine sur la nappe. Le patron lui fait remarquer qu'il n'a pas signé son œuvre. Picasso lui répond : - Je paye le repas, je n'achète pas le restaurant.

A VENDRE

Local à vendre bien situé

Superficie 250 m²

77 BD Ghandi Casablanca-Anfa

Contact :

06 81 80 13 07

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444



L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma